

Langues étrangères et activités professionnelles

« Les langues en elles-mêmes paient ! »



L'économie des langues, ça existe ! Et François Grin, économiste, Professeur à l'Université de Genève, en est un des spécialistes reconnus. Quand il parle du rapport entre langues étrangères et activités professionnelles, c'est à partir d'enquêtes, d'utilisation de bases de données, bref d'observations quantifiées...

Vous faites actuellement des recherches sur les liens entre les langues étrangères et les activités professionnelles. Vous venez de publier un certain nombre de résultats : pourriez-vous nous les commenter ?

La première étape, c'est de construire ses propres outils à partir de la théorie de la production de telle manière qu'on puisse mettre en rapport variables linguistiques et variables économiques. Nous avons ensuite combiné des bases de données fournies par la comptabilité nationale suisse avec des chiffres issus de notre propre travail d'enquête auprès de 200 entreprises industrielles et de 2 400 individus. Au point où nous en sommes de ce travail d'analyse apparaissent déjà un certain nombre de conclusions qui touchent la détermination des secteurs où les langues sont importantes, celle des besoins des entreprises et enfin l'estimation de la part du PIB de la Suisse attribuable au plurilinguisme, qui s'élève à 9 %, un pourcentage important. Si la vente apparaît de manière naturelle comme un secteur où les langues sont importantes, la vraie surprise a été la découverte de l'importance des langues dans le secteur des achats, qui réclame une densité élevée de compétences linguistiques et en particulier une grande capacité à gérer linguistiquement l'imprévisible du fait de la nécessité de chercher en permanence de nouveaux fournisseurs.

On dit souvent que le plurilinguisme coûte cher ; mais peut-on mesurer le coût de l'absence de plurilinguisme ?

Derrière cette question, il y a deux interrogations très différentes : quel est le coût du plurilinguisme dans l'absolu, par rapport à un hypothétique monde unilingue ? Et que coûte

le fait d'avoir une politique plurilingue plutôt qu'une politique unilingue étant donné que, de toute façon, nous vivons dans un monde plurilingue ? Il y a fréquemment confusion entre ces deux questions et du coup, nombre de discours de politique linguistique manquent de cohérence. D'un point de vue économique, là où le passage à l'unilinguisme ne serait pas générateur d'économies mais au contraire de coûts aussi bien d'adaptation que

Il existe des niches économiques dans lesquelles un éventail de langues peut être valorisé.

culturels, le plurilinguisme offre beaucoup d'avantages. Ceux qui touchent à la qualité de vie ne font guère de doute, mais il en existe sans doute aussi sur le plan cognitif, avec toutes les conséquences positives que cela entraîne sous l'angle de la créativité, de l'agilité ou de la plasticité.

Comment décririez-vous la place du plurilinguisme dans les stratégies des entreprises ?

C'est à coup sûr une question qui les intéresse beaucoup, mais en même temps, elles ont souvent le plus grand mal à décrire ce qui se passe chez elles en matière de langues. Ce qu'on peut affirmer, c'est que leur stratégie est parfois peu élaborée, avec un court-termisme très marqué. Il est souvent difficile pour les entreprises de thématiser et, dans bien des cas, les pratiques linguistiques se développent hors de toute conscience de ces pratiques, qui s'avèrent souvent fort riches et complexes.

Pour la Suisse, la part du PIB attribuable au plurilinguisme s'élève à 9 %.

Dans l'entreprise ou dans le monde de l'économie, peut-on mesurer « le plus » que représente le plurilinguisme d'un professionnel ?

Les langues en elles-mêmes paient et les compétences dans certaines langues rapportent beaucoup sur le plan salarial ! À partir des travaux menés en Suisse, on est en mesure d'évaluer les différentiels salariaux liés au nombre de langues qu'une personne maîtrise, en tenant compte du niveau plus ou moins élevé de ses compétences et en distinguant entre l'oral et l'écrit, le productif et le réceptif. Les études réalisées dans les rares autres pays où les données nécessaires existent, comme le Luxembourg ou le Canada, vont dans le même sens.

Quand on lit les petites annonces, on s'aperçoit que la demande de plurilinguisme est de plus en plus exigeante, notamment la demande en langues rares...

C'est un effet direct de la mondialisation, lié à l'augmentation des échanges internationaux, principalement à l'activité d'import-export mais reflétant aussi la « diversification de la diversité », repérable tant dans la variété accrue des cheminements des migrations que dans la multiplication des flux commerciaux. Tout cela donne naissance à des niches économiques dans lesquelles un éventail de langues plus vaste peut être valorisé.

Que dites-vous aux responsables des systèmes éducatifs qui raréfient l'offre d'apprentissage des langues ?

Que, quand elles reviennent à mettre l'accent sur l'anglais, de telles politiques relèvent certainement d'une fascination naïve pour la langue du pouvoir, et qu'elles jouent l'intérêt à court terme contre l'intérêt à long terme. Cela dit, il n'y a pas de salut en la matière sans la coordination entre États, condition indispensable d'une politique en faveur du plurilinguisme. ●

Propos recueillis par JACQUES PÉCHEUR

@ **Filez sur la toile** ●●●●●●●●●●
L'observatoire « économie langues formation » : www.unige.ch/eti/elf